

# Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique

Réponse d'Orange

Version publique

Consultation publique du 6 octobre au 6 novembre 2015

Contacts : [affaires.reglementaires@orange.com](mailto:affaires.reglementaires@orange.com)

Liens vers la consultation :

[http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/lignes-dir-ftth-rip-consult-oct2015.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/lignes-dir-ftth-rip-consult-oct2015.pdf)

La publication par l'ARCEP des lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique constituera une étape essentielle pour la réussite du programme d'équipement de la France en Très haut débit. C'est donc avec la plus grande attention qu'Orange a examiné ce projet qui porte exclusivement sur les offres d'accès de gros FTTH généralistes, c'est-à-dire sans engagement de qualité de service renforcée.

Orange constate avec satisfaction que le projet actuel, en conformité avec le cadre réglementaire et concurrentiel européen, retient, pour l'essentiel, comme référence des tarifs proches de ceux pratiqués dans la zone moins dense d'initiative privée (cette zone, dans le cas de la France constitue à l'évidence la « zone comparable, plus compétitive » mentionnée à l'article 78(h) des lignes directrices européennes en matière d'aide d'Etat qui doit servir de référence), et notamment les tarifs actuels de cofinancement dans la zone AMII. Il est par contre regrettable que le tarif de référence pour la location passive à la ligne (13€) soit non pas basé sur celui pratiqué par les opérateurs privés en zone AMII (15,5€) mais issu d'un modèle théorique qui, au-delà de ses qualités propres qu'Orange a déjà eu l'occasion de souligner, est mis en œuvre de manière erronée pour la location à la ligne. Bien que ces lignes directrices n'aient bien sûr aucune portée sur les tarifs pratiqués en zone d'initiative privée, Orange considère que ce niveau de 13€ constitue un mauvais signal en dévalorisant au-delà du raisonnable la valeur des réseaux fibres et en incitant à des tarifs défavorables au cofinancement qui constitue pourtant la clé de voute de la réglementation des réseaux FTTH en France. En outre, un tarif de référence trop bas de location de ligne passive conduit à un tarif de référence trop bas pour le bitstream, du fait de la nécessaire cohérence à conserver.

Par ailleurs, Orange conteste avec la plus grande fermeté le principe selon lequel le raccordement des clients pourrait, dans des conditions économiques équivalentes et en plus de la construction du réseau, être fortement subventionné dans le cas des réseaux d'initiative publique et ne pas l'être en zone d'initiative privée. Outre le grave déséquilibre économique que ceci engendrerait entre les zones, ceci créerait les conditions d'une nouvelle fracture numérique des territoires. Ainsi selon qu'une commune se situe à l'extérieur ou à l'intérieur de la zone AMII, le prix du raccordement d'un client pourra varier de 1 à 4 ; ceci serait incompréhensible pour nos concitoyens et notamment ceux situés en zone frontalière. Une subvention publique ne se justifie que dans la mesure où elle permet d'annuler l'écart de coût entre zone d'initiative privée et zone d'initiative publique. D'éventuelles subventions concernant les raccordements se doivent de respecter ce principe.

S'agissant de la cohérence des tarifs, Orange ne peut que se féliciter du rappel clair qui est fait sur l'échelonnement des tarifs entre eux, notamment le fait que le bitstream doit être tarifé à un niveau supérieur à la location passive, ce qui exclut en particulier des tarifs pour le bitstream DOCSIS à des conditions préférentielles telles que parfois constatées.

Pour ce qui concerne le dispositif transitoire dérogatoire à la règle de base durant une période initiale visant à faciliter « l'amorçage » du remplissage du RIP, Orange le juge inutile et complexe



et s'interroge sur sa conformité avec les lignes directrices européennes en matière d'aide d'Etat pour les réseaux de nouvelle génération d'accès. En tout état de cause, si l'ARCEP confirmait son souhait de mettre en place un tel dispositif, il conviendrait d'en limiter l'ampleur.

La loi donne désormais à l'Autorité les moyens d'intervenir en cas de pratique tarifaire non conforme ; dans ce cas, dès la publication des lignes directrices, il est indispensable qu'elle puisse intervenir rapidement, tant vis à vis des offres en projet que vis à vis de celles en vigueur. A cet égard, les lignes directrices devraient être plus précises quant aux moyens qui seront mis en œuvre pour les réseaux déjà en service et où des non-conformités manifestes sont parfois constatées.

**Question 1 Les contributeurs sont invités à exposer leur point de vue sur les éléments présentés dans la première section**

Orange partage la vision de l'Autorité selon laquelle une homogénéité des tarifs de gros entre les zones privées hors ZTD et les zones RIP, tant dans la structure que dans les montants, facilitera l'arrivée des opérateurs commerciaux d'envergure nationale sur les réseaux RIP. Il est aussi important que les conditions tarifaires soient équitables entre les différentes offres et que l'échelle des offres qui va du cofinancement aux offres activées soit respectée. Bien sûr, ceci ne peut constituer la garantie de l'arrivée immédiate des opérateurs nationaux, ceux-ci devant tenir compte de leurs contraintes budgétaires et opérationnelles propres.

Par ailleurs, la visibilité des tarifs sur le long terme est une nécessité. Au-delà de la publication de ces premières lignes directrices, les conditions dans lesquelles les lignes directrices pourront être révisées et les conséquences sur les offres déjà souscrites devraient être précisées tant vis-à-vis des opérateurs d'immeubles que des opérateurs commerciaux.

En ce qui concerne le modèle de tarification générique qui fait partie intégrante de ce projet, Orange renvoie aux remarques formulées lors des deux précédentes consultations, mais souhaite toutefois rappeler 3 points :

- Le projet de lignes directrices ne porte pas sur les tarifs pratiqués en zone d'initiative privée et le présent modèle permet d'établir une tarification pour un projet local sur un périmètre géographique et temporel déterminé. Il serait périlleux et simpliste de vouloir l'utiliser en particulier pour analyser les tarifs proposés par les opérateurs d'immeuble intervenant à un échelon national
- Même s'il est bien utilisé pour un projet local, les paramètres du modèle doivent prendre en compte les spécificités du projet (par exemple la plus ou moins grande appétence des clients pour la fibre). Les résultats numériques qui sont présentés dans le modèle soumis à consultation ne sauraient donc pas constituer des valeurs de référence absolues pour la tarification ; ce sont bien les tarifs pratiqués par les opérateurs qui investissent sur fonds propres qui sont le socle de l'analyse
- En dehors des projets délégataires, il reste toujours difficile d'appliquer le modèle aux autres projets RIP notamment ceux de type affermage. Par contre, la pertinence des tarifs de référence est indépendante du type de RIP retenu par la collectivité (partenariat, DSP concessive, marché de travaux et DSP d'affermage etc ...).

**Question 2 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les conditions économiques d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative privée**

Comme indiqué dans la consultation sur le modèle tarifaire, l'offre d'Orange tant par sa structure que par son niveau a permis d'initier la dynamique du déploiement et du cofinancement du FTTH à l'échelle nationale. L'offre de gros d'Orange est largement souscrite par l'ensemble des opérateurs commerciaux même si les récentes évolutions du marché invitent à la vigilance quant à l'équilibre économique au sein de la zone privée, en particulier dans la zone câblée. Orange,



en tant qu'opérateur commercial, a par ailleurs souscrit aux offres de gros FTTH des OI tiers d'envergure nationale de la zone d'initiative privée.

Orange rappelle que les niveaux tarifaires issus du modèle de l'Autorité sont globalement satisfaisants en dehors du tarif de l'offre de location à la ligne. En effet, la logique de calcul basée sur un « opérateur optimisant le remplissage de ses tranches en cofinancement » conduit à un niveau tarifaire de location désincitatif au cofinancement lorsque la rémunération du risque lié à la non réalisation de l'optimisation est trop basse, comme c'est le cas dans le paramétrage de l'Autorité.

De plus, un opérateur « efficace » qui initialiserait la couverture d'une zone en souscrivant à l'offre à la ligne a vocation à basculer en cofinancement à l'approche d'un taux de pénétration de 5%, sauf s'il anticipe quitter le réseau avant le délais nécessaire à amortir le cofinancement. Il n'est donc pas raisonnable de simuler la rentabilité du tarif de location à la ligne en posant l'hypothèse qu'un OC donné paiera le tarif de location pendant toute la durée d'étude retenue pour assurer l'équilibre économique de l'OI.

Le tarif de location à la ligne doit prendre en compte le risque qu'un OC acheteur de cette offre arrête d'utiliser l'infrastructure en cours de vie du réseau, ou plus généralement durant une période plus courte qu'un cofinancier.

Par ailleurs, les tarifs de cofinancement ont été construits sur la base de souscription de tranches très basses (5%) pour permettre en pratique à n'importe quel opérateur quelle que soit sa taille d'une part de pouvoir souscrire à court ou moyen terme au cofinancement et d'autre part de pouvoir le faire de façon progressive par rapport à l'évolution de son taux de pénétration.

Pour toutes ces raisons, Orange considère que l'ordre de grandeur du tarif de l'offre à la ligne passive qui doit être retenu comme référence pour les lignes directrices des RIP est bien celui observé dans la zone privée.

Orange souhaite apporter un commentaire sur l'assimilation qui est faite, à tort pour ce qui concerne l'offre d'Orange, dans le document de consultation du point de raccordement distant mutualisé (PRDM) au NRO. En effet, le PRDM est un point réglementaire imposé par la décision n°2010-1312 en date du 14 décembre 2010 et dont la tarification doit être conforme aux principes tarifaires s'appliquant aux offres de gros FTTH. Il est défini comme suit dans l'offre de référence d'Orange : « *boîtier situé dans une chambre à proximité du réseau de transport du génie civil d'Orange (ou équivalent) permettant à un opérateur commercial d'accéder à un raccordement distant afin d'y raccorder son câble réseau* ». Ce point qui dessert de l'ordre de 1000 logements (seuil déterminé par l'ARCEP) peut exister indépendamment des autres points de raccordement des opérateurs à la boucle locale en fibre optique. Lors de la mise en œuvre de la première offre de gros FTTH en dehors de la zone très dense, Orange a noté que les opérateurs avaient une appétence plus marquée pour l'offre commerciale de lien NRO-PM et c'est cette offre qui est souscrite mais il n'est en aucune façon possible d'en conclure que le NRO constitue un PRDM dans l'offre d'Orange ; ceci serait d'ailleurs contraire à la définition figurant dans l'offre d'Orange.

**Question 3 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité du caractère comparable des réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative publique avec les réseaux déployés en zone d'initiative privée, notamment dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.**

Orange considère que les travaux de la MTHD concernant la caractérisation des territoires (taux de ruralité, dispersion de l'habitat...) permettent bien de caractériser les spécificités géographiques des différents RIP et d'adapter les subventions. Les variabilités des coûts de déploiement entre les différents territoires sont également importantes dans la zone d'initiative privée qui, d'après nos estimations, couvre par exemple 20% de logements situés dans le géotype urbain très dense et 12% de logements situés dans les géotypes ruraux. Les tarifs d'Orange en zone moins dense sont néanmoins homogènes sur l'ensemble du territoire. Ceci démontre qu'il est bien possible de calculer un niveau de référence par rapport auquel on peut aligner les tarifs pratiqués dans des territoires différents et les comparer.

En revanche, Orange s'étonne de la description qui est faite des modalités de calcul du financement public dans le paragraphe « *Conditions de financement des infrastructures dans le cadre du PFTHD* » et rappelle que si le subventionnement a bien pour objet de permettre aux porteurs de projets locaux de pouvoir proposer, sur le marché de gros, des conditions tarifaires équivalentes à celles pratiquées dans les zones d'initiative privée, la subvention ne doit ni permettre de pratiquer des tarifs plus favorables qu'en zone privée ni d'octroyer systématiquement aux acteurs du projet une marge non justifiée. Il est indispensable que ce paragraphe soit corrigé dans les lignes directrices qui seront publiées sur deux points : le raccordement client final et le coût de référence pour le raccordable.

Ainsi le subventionnement des raccordements peut permettre au maximum de ramener le tarif à un prix de référence supporté pour l'ensemble des raccordements devant être réalisés dans la zone d'initiative privée.

Aujourd'hui ce prix de référence peut être évalué sur la base de la grille des tarifs de soustraction de la zone AMII<sup>1</sup>. Ce prix reste à établir mais selon les premières estimations il est nettement supérieur au montant de 250€ évoqué par l'ARCEP. Le seul choix pour les pouvoirs publics est donc le suivant :

- limiter la subvention aux coûts situés au-delà du montant du prix de référence, montant qui a priori est notablement supérieur à 250€,
- verser une subvention complémentaire mais, dans ce cas, il s'agit d'une subvention de la demande qui doit être la même sur la zone d'investissement privé et dans la zone couverte par des RIP et dont il y aura lieu de déterminer le bénéficiaire (opérateur commercial ou client final) et les critères d'attribution.

De la même façon, l'assiette pour le calcul du subventionnement des prises raccordables ne doit pas aller au-delà de l'écart entre le tarif d'environ 500€ rappelé par l'Autorité et le coût réellement encouru puisque la part du réseau non cofinancée est couverte par la composante fonds de réserve du tarif récurrent. A cet égard, la référence à un montant moindre à partir

---

<sup>1</sup> L'ARCEP évoque en page 18 une fourchette de 200 à 800 euros selon le type de PBO. Le prix de référence devrait être une moyenne pondérée du nombre de raccordement de chaque type dans la zone AMII par leur tarif.

duquel une subvention peut être versée (400€) est d'autant moins compréhensible qu'il est justifié (note de bas de page 9 en page 21) par un niveau de cofinancement qui n'est pas de 100% en zone RIP. Or le taux de cofinancement escompté sur la zone d'initiative privée n'est jamais de 100% non plus. Ceci est donc incohérent.

Enfin Orange tient à attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que les remises intermédiaires ne se justifient pas car la subvention couvre l'équilibre économique du projet, notamment l'éventuel moindre taux de pénétration, puisqu'elle permet de se ramener au tarif récurrent de la zone AMII. Cependant le fait qu'il y aurait structurellement un taux de pénétration plus faible et plus lent dans les zones RIP n'est jamais démontré alors que nous sommes essentiellement dans des zones sans réseaux câblés. Ces remises risquent par ailleurs de fragmenter le marché.

Par ailleurs, dans un projet de RIP, le périmètre des subventions est plus large que celui des éléments de coûts relevant de la présente consultation (FTTO, FTTE, aménagement des NRO, raccordements des points hauts, sites prioritaires). Orange attend donc de l'Autorité qu'elle précise comment analyser un projet de RIP avec le modèle de tarification générique, en assurant la bonne allocation des montants de subventions perçues pour le périmètre et en évitant tout risque de subventions croisées entre les différents postes de coûts.

#### **Question 4 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique.**

##### Sur le paragraphe 1) Principes de tarification fixés par la réglementation symétrique

Orange partage la préoccupation de l'ARCEP de contrats de mutualisation de la partie terminale des lignes FTTH apportant de la visibilité ab initio aux cofinanceurs.

Orange considère que cela doit se traduire :

- soit par la fixation d'un montant maximal de renouvellement des droits. Dans cette hypothèse, il est nécessaire que le montant ne soit pas désincitatif à l'investissement dans les réseaux FTTH d'initiative publique ;
- soit par la contractualisation du principe selon lequel à l'issue de la durée initiale des droits, l'opérateur de zone ne peut solliciter une nouvelle contribution financière au titre du cofinancement que dans l'hypothèse de réinvestissement dans le réseau justifié (et donc non couvert par le tarif récurrent).

La problématique soulevée par l'Autorité à propos d'éventuels comportements opportunistes liés à une tarification en location du lien PM-NRO touche en fait l'ensemble du périmètre de la présente consultation. En effet, le choix de cofinancer un réseau FTTH correspond également pour un opérateur commercial à un choix de construction, quand le recours à l'offre à la ligne peut correspondre à une stratégie opportuniste afin de bénéficier de tarifs remisés ou, dans un moindre volume, à un choix d'optimisation financière par optimisation du taux de remplissage des tranches achetées en cofinancement.

Il est pour le moins étonnant que l'Autorité cherche à reproduire les mécanismes qu'elle a imposés sur le marché du haut débit cuivre lorsqu'elle souligne le fait que le tarif des offres de gros de location, et de surcroît celui des offres activées, doit permettre une offre compétitive sur

le marché de détail. En effet, le cadre est ici totalement différent et le tarif de l'offre à la ligne ou du bitstream d'un opérateur d'immeuble n'a pas vocation à permettre la répliquabilité du tarif de détail que souhaite pratiquer un opérateur commercial. C'est bien à l'opérateur commercial de déterminer ses tarifs en fonction des prix auxquels il achète ses prestations auprès de l'opérateur d'immeuble. En outre, il faut rappeler que la réglementation a considéré le cofinancement comme la référence pour les offres de gros sur le marché FTTH grand public et c'est bien cette référence qui doit être utilisée par les opérateurs commerciaux pour fixer les tarifs de détail et non le tarif des autres offres de gros.

Par ailleurs, sur un marché de masse tel que le marché grand public (résidentiels et professionnels) du Très Haut Débit, Orange considère qu'aussi bien les FAI d'envergure locale, que les FAI d'envergure nationale, ont vocation à être présents sur le marché à long terme. Ainsi la dichotomie court terme/long terme exposée par l'Autorité n'est pas pertinente et les offres de location ont essentiellement pour objet d'apporter de la flexibilité comme par exemple la souplesse de quelques mois ou années pour l'achat d'une première tranche ou d'une tranche supplémentaire.

Orange rappelle par ailleurs que les projets RIP sont des projets d'envergure régionale ou infra-régionale. Les lignes directrices n'ont donc pas à encadrer le tarif d'une offre de bitstream nationale.

Orange partage en revanche la vision de l'Autorité en ce qui concerne une construction sur la base du tarif de l'offre à la ligne du tarif de bitstream. Ce principe de cohérence des offres doit être impérativement respecté, indépendamment des aménagements tarifaires envisagés par l'Autorité.

#### Sur le paragraphe 2) Niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique

Compte-tenu des remarques faites sur le niveau de l'offre à la ligne et la méthode de construction des tarifs, Orange considère que le tarif affiché de l'offre activée en livraison au NRO est trop bas et que le niveau de référence est de 22€ hors raccordement et 27€ y compris raccordement.

**Question 5 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes de remise énoncés dans la phase de lancement et sur les niveaux envisagés pour les seuils de remise.**

**Question 6 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes d'ajustement des tarifs énoncés et sur les niveaux envisagés durant les phases de montée en charge et d'exploitation.**

Les subventions accordées par le PFTHD et par les collectivités territoriales compensent les surcoûts liés à la spécificité des territoires et une éventuelle plus faible appétence des FAI. Les mécanismes d'ajustements tarifaires à la baisse vont contribuer à la dégradation du modèle de flux de revenus, en particulier en début de période dont l'importance financière dans le calcul de l'équilibre est grande et donc conduire à une demande de subvention plus importante.



Le paragraphe 78 d) des Lignes Directrices impose à l'autorité chargée de l'octroi de l'aide de choisir l'attributaire qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans le cadre de sa décision du 19 octobre 2011 portant sur l'examen de compatibilité avec le marché intérieur du plan France THD, la Commission a eu l'occasion de préciser qu'« à conditions de qualité similaires, on attribue au soumissionnaire qui demande le moins de subventions des points de priorité supérieurs lors de l'appréciation générale de son offre »<sup>2</sup>.

**Il en résulte, de manière générale, une obligation de limiter les subventions octroyées au minimum nécessaire.**

Ce principe doit être rappelé par l'ARCEP dans ses Lignes Directrices et guider les collectivités locales dans le cadre de la définition des conditions tarifaires d'accès à leurs réseaux.

En ce sens, il est essentiel que les modulations tarifaires envisagées ne conduisent pas à renchérir la subvention sollicitée par le porteur du projet et/ou la Collectivité. Ceci a d'ailleurs été rappelé par l'ADLC dans son avis n° 12-A-02 du 17 janvier 2012 en ces termes : « *Du point de vue projet public, la mise en place de ce type de modulation vise à inciter les opérateurs clients à souscrire le plus grand volume de commande possible dès la phase d'ouverture commerciale du réseau. En maximisant les revenus initiaux perçus par le projet au titre du co-investissement, le financement du réseau s'en trouve allégé.* »

Le respect de ce principe doit donc constituer l'un des critères d'appréciation de la pertinence ou non sur un projet donné de la mise en place d'un dispositif transitoire.

Il devra ainsi être démontré au cas par cas l'absence d'impact d'un dispositif transitoire sur le montant de la subvention.

#### *a. Modulations tarifaires*

Outre le critère rappelé ci-dessus, les modulations tarifaires devront répondre strictement aux conditions cumulatives posées par l'ADLC dans son avis n° 12-A-02 du 17 janvier 2012 afin d'éviter toute distorsion de concurrence.

Pour assurer la compatibilité avec le droit de la concurrence, il devra être démontré que les modulations sont :

- justifiés notamment par des différences en termes de coûts ou de prise en compte d'externalités ;
- proportionnées au regard des justifications apportées ;
- transparentes et prévisibles

Ces conditions portent donc tant sur le principe que sur le niveau d'une modulation tarifaire.

La logique proposée par l'Autorité pour les mécanismes de modulation tarifaire de l'offre à la ligne semble respecter ces conditions même si la remise proposée correspond à une suppression quasi-totale de la prime de risque, alors que le niveau de cette prime est déjà trop bas. Une réduction de 5% maximum paraît plus pertinente.

---

<sup>2</sup> Décision de la Commission, 19 octobre 2011, N 330/2010.



Les volumes considérés pour bénéficier d'une remise au volume sont très importants puisqu'ils correspondent à deux tranches de cofinancement. Il convient de limiter le volume à une tranche. [SDA...]

L'Autorité mentionne le seuil de 20% de pénétration ou une durée de 2 ans, sans qu'il apparaisse clairement que c'est l'atteinte d'au moins un de ces critères qui met fin à la période d'amorçage. Il est important de préciser ce point afin de respecter le principe de transparence et prévisibilité.

*b. Impact sur la cohérence tarifaire entre offres d'accès*

Orange entend insister sur l'importance du principe de cohérence tarifaire afin d'écarter tout risque de discrimination et de distorsion de concurrence entre les usagers d'un réseau d'initiative publique.

Il n'est donc pas justifié d'appliquer au tarif de l'offre activée la même baisse en proportion que sur le tarif de l'offre à la ligne passive. Seule la composante offre à la ligne du bitstream peut diminuer du même montant que l'offre passive, en valeur absolue.

On peut à ce propos remarquer que le Plan France THD stipule que les équipements actifs ne sont pas éligibles aux subventions. Ainsi il paraît encore moins pertinent que les tarifs les valorisant puissent bénéficier de mécanismes de décote conduisant à les vendre en dessous de leur coût.

Les remises suggérées sur les tarifs non récurrents ne respectent évidemment pas ces trois critères. En particulier, la proposition relative au raccordement en page 33 constitue une prime au premier opérateur commercial introduisant un fort déséquilibre entre les acteurs.

Concernant une application décalée du coefficient ex-post à l'arrivée du premier opérateur commercial, Orange approuve cette proposition. Orange s'étonne néanmoins du manque de précision apportée par l'Autorité quant à la valeur à retenir en zone RIP : une modélisation rigoureuse devrait conduire à un jeu de valeur différent mais la volonté d'homogénéisation des tarifs peut conduire à faire le choix de retenir la même valeur qu'en zone privée, ce qui paraît pertinent à Orange.

Par ailleurs, Orange s'inquiète d'un impact des mécanismes d'ajustement proposés par l'Autorité en zone RIP sur l'attractivité des offres de cofinancement de la zone privée qui pourrait être déstabilisées, dans un contexte déjà marqué par la fusion SFR-NC.

Orange rappelle en conclusion que la subvention ne doit en aucun cas permettre de couvrir les déficits engendrés par ce mécanisme d'ajustement tarifaire à la baisse. C'est donc la remontée des tarifs dans la période de montée en charge qui doit permettre au projet d'atteindre l'équilibre. Au final, un tel mécanisme ne devrait pas avoir d'intérêt économique pour les FAIs qui globalement paieront plus cher durant la période de montée en charge pour compenser les réductions octroyées durant la période initiale.

En tout état de cause, il paraît également essentiel de bien encadrer la période de montée en charge.

**Question 7 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires exposés, en particulier celui du tarif de l'offre d'accès activé et les niveaux de coûts associés aux différentes composantes de ce dernier, le cas échéant en prenant en compte différentes configurations technologiques.**

En complément de ses réponses aux questions précédentes, Orange souligne que retenir des données issues du modèle de coûts de la collecte cuivre n'est pas pertinent. En effet, les besoins capacitaires liés aux débits FTTH impliquent un changement d'échelle sur les réseaux de collecte, en particulier avec la généralisation d'une modularité 10G et non plus 1G pour les ports des équipements. Par ailleurs, l'utilisation de la technologie PON implique de modéliser à la fois la progression du taux d'occupation des arbres en plus de celui des ports de l'OLT. On ne peut donc pas réutiliser des données propres aux DSLAM cuivre. Le réseau de NRO ne dupliquant pas le réseau de NRA, il convient également de développer une modélisation ad-hoc.

Par ailleurs, l'OI sur un RIP n'adressant pas le marché de détail, il ne peut pas envisager des taux d'occupation similaires aux opérateurs offrant du bitstream sur le cuivre, qui adressent à la fois les marchés de gros et de détail. Dans cette configuration, la valeur de 5€ pour les coûts d'activation est sous estimée d'environ 10% pour un opérateur de RIP avec des parts de marché raisonnables.

**Question 8 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité et les modalités d'adaptation des contrats en cours, notamment les contrats de délégation de service public, concernant les RIP dont les conditions tarifaires d'accès étaient déjà en vigueur avant le 6 août 2015.**

Orange entend insister sur l'importance du principe de cohérence tarifaire afin d'écarter tout risque de discrimination et de distorsion de concurrence entre les Usagers d'un réseau d'initiative publique.

Ce principe est essentiel car dans la pratique, des catalogues de service de réseaux d'initiative publique existant proposent des remises sur des offres activées ne pouvant être reproduites au travers des offres d'accès passives au réseau et créent ainsi un effet de ciseau tarifaire.

On notera que ce risque a été soulevé par l'ADLC dans son avis 12-A-02 du 17 janvier 2012 et qu'en conséquence elle a invité « les collectivités territoriales à demeurer vigilantes à ce que les tarifs des différentes offres de gros soient cohérents entre eux et permettent l'exercice d'une concurrence effective tant au niveau du marché de détail que des marchés de gros ».

Orange note que cela est d'autant préoccupant qu'à défaut d'intervention sur les catalogues de service concernés, la concurrence restera durablement faussée dans ces zones au bénéfice d'un certain type d'acteurs et au détriment de FAI nationaux tel qu'Orange.

C'est pourquoi, il est fondamental que les RIP dont les conditions tarifaires d'accès étaient en vigueur avant l'adoption de la loi Macron adaptent leur catalogue de service dans les plus brefs



délais après la publication des lignes directrices si la grille tarifaire n'est pas conforme à ces lignes directrices.

Les pouvoirs publics se doivent de définir un mécanisme garantissant que cette adaptation sera bien effective.

Orange souhaite donc que l'ARCEP puisse examiner en priorité ces projets, et qu'à minima les subventions de ces projets non encore décaissées ne puissent donner lieu à un avis du CESAR (Comité d'engagement –subvention-avance remboursable) tant que cet examen n'aura été effectué.

**Question 9 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les modalités de transmission à l'Autorité des conditions tarifaires d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique.**

Le dispositif proposé par l'Autorité est équilibré et Orange n'a pas de remarque particulière à formuler.